

La mascarade du chômage

écrit par Pierre Duriot | 19 mai 2024



Une femme dans une agence nationale pour l'emploi France Travail, à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), en avril 2024. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP



Une femme dans une agence nationale pour l'emploi France Travail, à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), en avril 2024. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Juste avant les élections, revoici les « bons chiffres » du chômage, qui se serait stabilisé à 7,5 %, mais avec un creux sur les 15-24 ans qui peinent à entrer dans la vie active. En fait, à l'issue du début de l'année 2024, il accuse une légère hausse de 0,4 % de chômeurs en plus, particulièrement chez les jeunes. Mais nous avons à faire aux conditions du Bureau International du Travail, donc aux gens de plus de 15 ans, sans emploi durant une semaine de référence, disponible dans les deux semaines à venir et en démarche active de recherche d'emploi.

Cependant, toutes les personnes inscrites à France-Travail ne remplissent pas forcément les critères du BIT et tous les chômeurs ne sont pas inscrits à France-Travail. Selon les calculs, on passe de 2,3/2,4, millions de chômeurs à plus de 5 millions et même plus de 6 millions, si on compte l'ensemble des catégories. Ce à quoi il faut ajouter des temps partiels, des emplois aidés, des emplois temporaires

et des jeunes qui sont chez leurs parents et sortent des radars.

En résumé les chiffres ne sont non seulement pas bons, mais ils sont même très mauvais. En même temps, on se demande bien pourquoi le pays serait en déficit d'exportation, en baisse de production industrielle et en déficit financier chronique, si tout le monde était au travail. La dernière information d'une petite hausse de 0,4 % signifie seulement que, même en trafiquant à mort les chiffres du chômage, même en utilisant les modes de calculs les plus avantageux, on ne trompe plus personne. **C'est bien la catastrophe.**

Plusieurs raisons à cela. Un système de formation et de qualification en ruine. Une culture de l'assistanat qui fait qu'on ne mène plus une politique de retour à l'embauche, mais d'installation dans l'oisiveté. Un positionnement sociologique nouveau, chez certains et négatif par rapport aux notions d'effort et de travail. Des salaires de misère, avec souvent, peu de perspective d'évolution. La technique du gouvernement Attal, de réduire les conditions de l'indemnisation des chômeurs, n'est pas la bonne. Parce qu'elle fabrique de l'inemployabilité, comme aurait dit Chirac, précarise les vrais demandeurs d'emplois, les oblige à reprendre des emplois qui ne leur correspondent pas pour survivre. **Par ailleurs le même gouvernement ne se préoccupe pas de mettre au travail ceux qui n'ont jamais travaillé et ne travailleront jamais.** Ils sont au mieux, cantonnés à des emplois improductifs, sous payés et précaires, du type des emplois Uber et bien souvent, vivent d'allocations et de travail non déclaré. Par exemple, un très gros contingent de migrants « vendus » comme de la main d'oeuvre « bon marché », mais qui en réalité n'intéresse personne. On a vu, à d'autres époques, les recruteurs être sur les quais des ports pour préempter de solides travailleurs. Ils n'y sont plus. Et d'autres catégories de personnes recensées comme étant au chômage dans de bien plus grandes proportions que

la moyenne nationale. Par exemple 42 % des Algériens vivant en France n'ont aucune activité professionnelle.

La désindustrialisation montre que la France produit de moins en moins de valeur ajoutée et sa position est celle d'un gâteau qui a cessé de grossir alors que le nombre de convives ne cesse d'augmenter. Nous sommes devenus un pays de bas salaires et bien sûr, si on touche tout de même plus à travailler qu'à vivre des allocations, quand on additionne les dépenses générées par la reprise d'un emploi, comme des trajets en voiture, des gardes d'enfants, la différence n'est plus si nette. Retrouver un système de formation digne de ce nom, mieux indemniser les chômeurs sincères, supprimer totalement les allocations aux étrangers arrivant pour n'accepter qu'une immigration de travail, réindustrialiser les régions, permettre l'émergence de PME et ETI à haute valeur ajoutée, sont quelques pistes envisageables.

Mais on ne prend pas le bon chemin, notamment en alourdissant les charges et les contraintes sur le travail, par le biais de décrets à base pseudo-écologique, comme nous l'évoquions hier dans **le « Décret tertiaire »,** qui vont avoir pour effet de supprimer une à une toutes les petites entreprises, contraintes de cesser leur activité pour respecter des critères énergétiques impensables. Et en maintenant la médiocrité du système initial de formation, sorti de la massification et plus consacré à des questions sociales, environnementales et politiques, qu'à des acquisitions de savoirs et de savoir-faire. **A terme, exactement comme pour ne plus polluer il ne faudra plus se déplacer, pour ne plus consommer d'énergie, il ne faudra plus travailler.** Dans sa peine à faire campagne, la macronie nous sort un chiffre du chômage qui se voudrait « correct », mais dont tout le monde sait parfaitement qu'il ne reflète pas la réalité. Ce chômage, présenté quasiment comme l'unique réussite de Macron, ne cadre pas avec des autres chiffres et même en le trafiquant, il devient impossible de

faire prendre aux Français des vessies pour des lanternes.
Et la dernière marotte est le projet de vendre nos banques.
Derrière la volonté affichée de redresser la France, c'est bien la mise en œuvre de tout ce qui est faisable pour la couler qui est « En Marche ».

<https://rassemblementdupeuplefrançais.com.wordpress.com>

https://t.me/R_P_France

Pierre Duriot : porte parole du Rassemblement du Peuple Français.

□